



5 juin 2025

IMPLICATIONS POUR L'ÉCONOMIE AU CANADA ATLANTIQUE DE L'ÉLIMINATION DES ÉMISSIONS DE CARBONE

Dans quelle voie s'engager?





CONTENU

Grandes questions relatives à la transition vers la carboneutralité	1
Possibilités pour l'avenir	8
À retenir : enseignements de la série de rapports sur la carboneutralité	9
Annexe	11

Le Conseil économique de l'Atlantique est la source de référence pour les travaux de recherche indépendants qui fournissent des observations et des idées d'importance vitale en vue d'aider l'économie au Canada atlantique à se développer de façon saine, inclusive et durable.

IMPLICATIONS POUR L'ÉCONOMIE AU CANADA ATLANTIQUE DE L'ÉLIMINATION DES ÉMISSIONS DE CARBONE

Dans quelle voie s'engager?

Où en sommes-nous aujourd'hui dans la transition vers la carboneutralité?

Le gouvernement fédéral s'est engagé à réduire les émissions de gaz à effet de serre du pays jusqu'à atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Plusieurs provinces ont également adopté cet objectif, y compris les quatre du Canada atlantique. Atteindre cette cible nécessitera une transformation économique majeure, qui modifiera les activités des entreprises, les flux d'investissement et les décisions financières des ménages. Les entreprises et les collectivités doivent comprendre les répercussions de cette transition afin de pouvoir saisir les occasions qui se présentent et gérer les risques.

Le Conseil économique de l'Atlantique a mené [une série de recherches sur trois ans](#) pour examiner comment la transition vers la carboneutralité influencera l'économie du Canada atlantique. Nous avons exploré cette question sous de multiples angles. Certains rapports se sont penchés sur des secteurs clés de la région, comme le pétrole et l'agriculture. D'autres ont porté sur les principales sources d'émissions, telles que le transport et l'électricité, ou ont mis en lumière les débouchés liés à l'énergie propre. Aucun autre organisme de recherche n'a abordé la question de l'atténuation des changements climatiques avec une telle portée sous l'angle économique et régional atlantique.

Nos travaux demeurent pertinents dans un contexte d'incertitude économique et politique. Les dynamiques commerciales changeantes, les tensions géopolitiques croissantes et le recul de certains pays et entreprises dans leurs efforts climatiques pourraient ralentir la progression mondiale vers la carboneutralité. Malgré cela, de nombreuses régions du monde continuent de poursuivre un avenir à faibles émissions.

Ce dernier rapport de notre série sur la carboneutralité résume les principales conclusions sous forme de questions-réponses. Il propose une évaluation globale des principales considérations économiques et de leurs implications pour les provinces de l'Atlantique. La poursuite des recherches, la mobilisation des parties prenantes et l'actualisation des stratégies seront essentielles pour faire avancer la décarbonation tout en limitant les incertitudes et les risques.

Grandes questions relatives à la transition vers la carboneutralité

Bien comprendre la transition

Que veut-on dire par « carboneutralité »?

On parle de carboneutralité quand il faut que l'économie compense les émissions de gaz à effet de serre qu'elle produit en prenant des mesures qui éliminent dans une proportion équivalente les émissions dans l'atmosphère. Pour cela, on peut s'appuyer sur des « puits de carbone » naturels, comme les forêts, mais aussi sur des solutions d'ordre technologique, comme les dispositifs de captage direct des émissions dans l'atmosphère.

Pourquoi bon nombre de gouvernements dans le monde ont-ils fixé une échéance d'atteinte de la carboneutralité d'ici à 2050?

La plupart des spécialistes du climat s'entendent pour dire qu'un réchauffement planétaire de plus de 2 °C par rapport à la température moyenne de l'ère préindustrielle aurait un effet dramatique sur les écosystèmes et sur nos conditions de vie. Les Nations Unies demandent aux pays d'atteindre la carboneutralité d'ici à 2050 afin de limiter ce réchauffement. Le Canada, quant à lui, a inscrit dans la loi, en 2021, l'objectif de carboneutralité d'ici 2050.



Quelles sont les justifications économiques de la définition d'un objectif de carboneutralité?

Le souci d'atteindre la carboneutralité permet de mieux gérer les risques économiques liés au dérèglement climatique, comme les perturbations dans les infrastructures et les chaînes d'approvisionnement. Il nous aide également à créer de nouveaux débouchés avec le développement des technologies propres et à maintenir notre compétitivité vis-à-vis de celles et ceux qui, parmi nos partenaires commerciaux, parmi les investisseurs et parmi les entreprises, privilégient l'application de normes environnementales rigoureuses.

Quel est le lien entre l'adaptation au dérèglement climatique et la transition vers la carboneutralité?

Le but des politiques de carboneutralité est de faire baisser les émissions, afin de limiter l'ampleur du dérèglement climatique. L'adaptation concerne l'ajustement aux retombées du dérèglement climatique qui se manifestent dès aujourd'hui ou auxquelles il faudra s'attendre pour l'avenir. Certaines retombées du dérèglement climatique sont inévitables, en raison des émissions déjà accumulées par le passé dans l'atmosphère, et la question de savoir si nous parviendrons à la carboneutralité à l'échelle mondiale reste entourée d'incertitudes. Si l'on veut pouvoir surmonter ces obstacles, il est nécessaire d'adopter des politiques d'adaptation parallèlement aux efforts pour limiter le dérèglement climatique.

Cadre de réduction des émissions

Le Canada est-il en bonne voie d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050?

La carboneutralité exige une réduction considérable des émissions par rapport au niveau actuel et il faut que cette réduction s'accélère par rapport à ce que nous avons pu observer récemment. Certaines provinces sont déjà plus avancées que les autres dans cette voie. Dans notre région de l'Atlantique, c'est le Nouveau-Brunswick qui a connu la baisse la plus forte des émissions entre 2005 et 2023, à 42 %.

Les mesures gouvernementales actuelles sont-elles suffisantes pour faire progresser la réduction des émissions au Canada dans la durée?

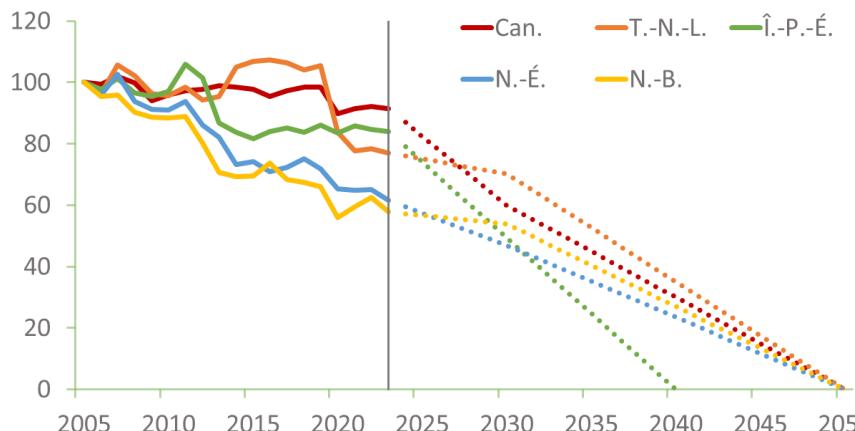
Le gouvernement fédéral a adopté bon nombre de règlements, de mesures fiscales et de programmes de financement pour lutter contre le dérèglement climatique. Certains concernent l'ensemble de l'économie, comme [le règlement sur les combustibles propres](#) et [le Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone](#). D'autres concernent plus particulièrement certains secteurs, comme [la norme sur la disponibilité des véhicules électriques du Canada](#) et [le règlement sur l'électricité propre](#). Les provinces ont elles aussi adopté des mesures. Mais les plans actuels en matière climatique concernent principalement des objectifs à court terme. Pour pouvoir envisager d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050, il faut des politiques et des programmes détaillés sur le long terme. Il est essentiel pour les entreprises et pour les particuliers de pouvoir s'appuyer sur un niveau élevé de certitude concernant la réglementation si l'on veut qu'ils investissent dans les technologies écologiques.

Est-ce que la taxe sur les émissions carboniques appliquée aux consommateurs permet de faire baisser les émissions?

Le recours à une taxe sur les émissions carboniques appliquée aux consommateurs peut être un bon outil pour faire évoluer les comportements et encourager les gens, par exemple, à faire moins de déplacements motorisés ou à adopter un système de chauffage électrique. Mais l'efficacité d'un tel dispositif n'est avérée que si le prix est suffisamment élevé et si les gens disposent d'autres options plus écologiques. L'achat d'un véhicule électrique reste dispendieux, les infrastructures de recharge des véhicules restent limitées et les autres systèmes de chauffage des habitations ne sont pas accessibles partout dans le pays. Le gouvernement fédéral a éliminé, au 1^{er} avril 2025, la [tarification du carbone pour les consommateurs](#), qui était en place depuis six ans.

Réduction massive des émissions exigées pour la carboneutralité

Niveau des émissions (niveau de référence de 2005 = 100)



Remarque : Les droites en pointillés représentent une baisse linéaire des émissions entre l'objectif actuel pour 2030 et l'objectif actuel pour la carboneutralité. Les données jusqu'à aujourd'hui sont des données sur les émissions directes. Les données pour 2050 concernent le solde net des émissions.

Source : [Inventaire officiel national d'Environnement et Changement climatique Canada](#)

Quelles sont les dépenses exigées pour atteindre l'objectif de carboneutralité?

Collectivement parlant, selon [le budget fédéral de 2022](#), il faut que le secteur public et le secteur privé au Canada investissent entre 125 et 140 milliards de dollars par an pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Or, à l'heure actuelle, dans le budget, le niveau indiqué des investissements se situe entre 15 et 25 milliards de dollars par an. Dans le même temps, le prix de l'inaction est élevé et va grandissant. Les avertissements des spécialistes du climat sont clairs : si les émissions planétaires continuent d'augmenter, le coût de la remise en état après les catastrophes liées au climat va nettement augmenter. Malheureusement, on ne dispose d'aucune étude récente fournissant une estimation fiable du coût par province de l'adaptation.

Considérations pour les petites et moyennes entreprises (PME)

Que devraient faire les PME pour se préparer à la transition vers la carboneutralité?

Il faudrait, pour commencer, que les PME cherchent à mettre en évidence les sources de leur consommation d'énergie et de leurs émissions. Ceci leur permettra de mettre en évidence les processus peu dispendieux ou les changements de comportement nécessaires pour faire des économies d'énergie. Certaines entreprises devront aussi investir dans de nouvelles technologies pour faire davantage baisser leurs émissions, avec, par exemple, l'achat de nouvelles machines ou de véhicules électriques

Quels sont les obstacles auxquelles les PME font face dans l'adoption des technologies propres et que peuvent-elles faire pour les surmonter?

Les PME font face à de nombreux obstacles, comme le manque de trésorerie, les autres priorités pour l'investissement et le manque de temps et de connaissances techniques. Pour surmonter ces obstacles, il faudra une coordination des efforts des gouvernements, des entreprises et des associations industrielles. Dans certains cas, la solution devrait passer par une sensibilisation aux dispositifs de soutien financier disponibles, la simplification des démarches exigées pour bénéficier de subventions et l'élargissement de la chaîne d'approvisionnement et de l'offre de main-d'œuvre dans les emplois bons pour l'environnement.

Industrie et innovation

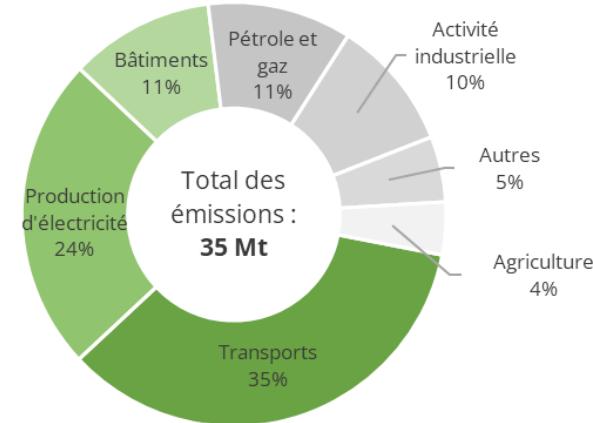
Disposons-nous de toutes les technologies non polluantes dont nous avons besoin pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050?

L'éventail complet des technologies nécessaires pour atteindre la carboneutralité reste à développer et à mettre en œuvre à une échelle conséquente. Dans le cas de nombreuses toutes nouvelles solutions technologiques, le potentiel de réduction des émissions reste entouré d'incertitudes. Nous sommes en train d'explorer une poignée de toutes nouvelles technologies dans la région : captage et stockage du carbone, batteries, hydrogène et petits réacteurs nucléaires modulaires.

Quelles sont les industries du Canada atlantique qui font face à des risques importants liés à la transition?

Au total, ce sont cinq secteurs bien particuliers qui représentent 90% des émissions des entreprises au Canada atlantique : l'électricité, la fabrication, les mines et le pétrole, les autres industries primaires et les transports. Ces secteurs correspondent à plus de la moitié de la production économique de la région et à 43% des emplois. Certaines provinces ont des industries à fortes émissions dont l'avenir dans la transition est incertain, comme l'exploitation des gisements pétroliers en mer à Terre-Neuve-et-Labrador, le raffinage du pétrole au Nouveau-Brunswick et l'agriculture à l'Île-du-Prince-Édouard. Les gouvernements sont en train de travailler sur certains risques pour l'économie, en finançant des initiatives axées sur l'écologie et en apportant leur appui aux mesures de transition pour la main-d'œuvre.

Trois sources pour 70 % des émissions du Canada atlantique en 2023



Remarque : Il n'y a d'émissions du secteur du pétrole et du gaz qu'au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve-et-Labrador. Mt = mégatonnes.

Source : [Inventaire officiel national d'Environnement et Changement climatique Canada](#)

Quelles sont les industries du Canada atlantique auxquelles la transition offre des débouchés économiques importants?

Les industries offrant leur appui au développement des projets d'énergie propre, comme l'éolien en mer, l'hydrogène et les petits réacteurs nucléaires modulaires, peuvent s'attendre à tirer un grand profit de la transition. L'industrie minière devrait se développer, puisqu'il faut explorer et exploiter les gisements de minéraux critiques pour les technologies et les infrastructures d'énergie propre. L'industrie du bâtiment va connaître une forte demande de main-d'œuvre, pour les grands travaux et pour la rénovation des édifices partout dans la région.

Secteur à fortes émissions : les transports

Sommes-nous en bonne voie de disposer d'un nombre suffisant de bornes de recharge des véhicules électriques légers pour qu'ils soient adoptés à grande échelle?

La recharge des batteries se fait principalement à la maison, puisque les conducteurs au Canada atlantique font des trajets typiquement bien inférieurs aux 380 kilomètres que représente l'autonomie moyenne d'un véhicule électrique. Il reste qu'il faut plus de bornes de recharge pour les trajets plus longs et les déplacements de plus de 24 heures. Selon les estimations de [Dunsky](#), il faudra, au cours des 20 prochaines années, que toutes les provinces passent à une échelle nettement supérieure dans l'offre de bornes de recharge en accès libre, afin de favoriser le développement des véhicules électriques.

Quel est le prix d'un véhicule électrique par rapport à un véhicule thermique?

Le fait que, à l'achat, le véhicule électrique coûte plus cher qu'un véhicule thermique continue de faire obstacle à l'adoption de ce type de véhicule, même si la tendance est à la baisse, avec un assouplissement de la demande et une augmentation des stocks. Les véhicules électriques coûtent ensuite moins cher à l'utilisation que les véhicules thermiques et, selon le Bureau du directeur parlementaire du budget, ceci fait que, à terme, l'achat d'un véhicule électrique est plus rentable.

Quelle est la meilleure solution pour décarboner les modes de transport dont l'électrification est compliquée ?

Les poids lourds, les trains, les avions et les navires sont difficiles à électrifier à l'heure actuelle en raison du poids des batteries, des limites d'autonomie et de l'absence d'infrastructures pour la recharge. Les principales solutions à court terme sont les carburants moins polluants, comme le biocarburant et l'hydrogène, si l'on veut faire baisser les émissions dans ces modes de transport. Mais la décarbonation reste très difficile, avec des obstacles comme le coût élevé et la disponibilité limitée des carburants moins polluants et des technologies qu'ils alimentent.

Les véhicules légers, principale source d'émissions dans les transports

Proportion des émissions dans le secteur des transports, 2023 (%)

	CA	ATL	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.
Véhicules légers	42	51	41	59	55	55
Véhicules moyens ou lourds	21	16	12	11	17	18
Transport maritime	2	10	16	9	8	7
Transport aérien	4	5	7	4	5	3
Transport ferroviaire	3	2	3	0	1	2

Remarque : Les émissions du transport hors route et du transport par les conduites ne sont pas incluses dans le tableau.

Source : [Inventaire officiel national d'Environnement et Changement climatique Canada](#)

Secteur à fortes émissions : l'électricité

Quels sont les changements clés qui sont prévus d'ici à 2050 dans le bouquet de production d'électricité au Canada atlantique pour répondre à l'augmentation de la demande?

Les prévisions de la [Régie de l'énergie du Canada](#) sont que la demande annuelle d'électricité dans notre région va augmenter de 60 % entre 2021 et 2050, ce qui correspond aux capacités de production de cinq centrales de type Muskrat Falls. Les fournisseurs d'électricité du Canada atlantique s'attendent à ce que les énergies renouvelables et en particulier l'éolien jouent un rôle croissant dans l'approvisionnement en énergie sur cette période. Ce sont le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse qui vont probablement connaître l'évolution la plus prononcée dans leur bouquet de production d'électricité, avec l'élimination de leurs centrales au charbon.

Quelles sont les implications du recours à des sources d'électricité plus variables pour la fiabilité et la résilience du réseau?

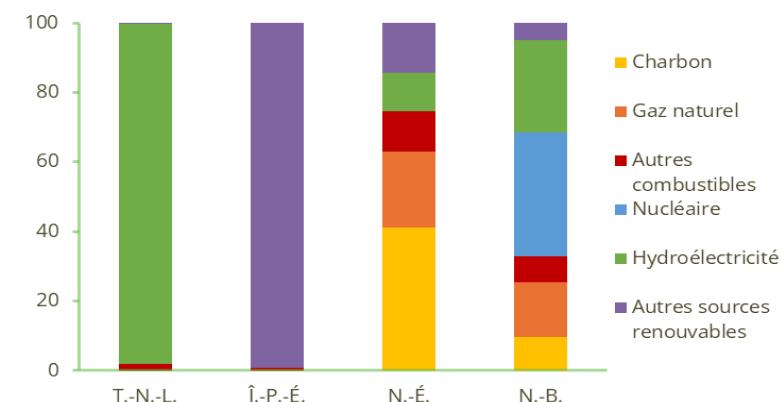
Quand on utilise davantage de panneaux solaires et d'éoliennes pour la production d'électricité, cela peut poser des problèmes liés au caractère variable de l'électricité ainsi produite. Les fournisseurs d'électricité du Canada atlantique gèrent ces difficultés en renforçant leurs capacités de stockage en batterie, en mettant à niveau leurs infrastructures et en développant le transport d'électricité entre provinces. Le [Règlement sur l'électricité propre](#) comprend des exceptions pour aider les fournisseurs à répondre à la demande lors des pics de consommation sans se mettre en infraction à la loi. Le gaz naturel est un hydrocarbure nettement moins polluant que le charbon ou le pétrole et il peut servir de source d'appoint quand c'est nécessaire, ce qui facilitera l'intégration des sources d'énergie renouvelables et la gestion de la demande lors des pics de consommation.

Quelle incidence la transition vers la carboneutralité pourrait-elle avoir sur les tarifs de l'électricité et le caractère abordable de l'énergie dans notre région?

Les fournisseurs d'électricité sont en train d'investir dans des projets de production d'électricité sans pollution afin de répondre à l'augmentation de la demande et de se conformer à la réglementation. Le coût total de la transition pour l'électricité reste à déterminer. Ces investissements sont souvent très dispendieux, ce qui pourrait entraîner une augmentation modérée des tarifs. Dans le même temps, il est possible que la facture énergétique globale baisse, avec le passage des combustibles fossiles pour les véhicules et du chauffage à une alimentation électrique. Le coût élevé à l'achat du nouvel équipement, par exemple des véhicules électriques et des pompes à chaleur, est parfois un obstacle à la réalisation de ces économies d'énergie.

Le bouquet de production d'électricité varie fortement dans la région de l'Atlantique

Production d'électricité, 2023 (% du total)



Remarques : Ces données incluent uniquement la production effectuée à l'intérieur de la province. Les autres combustibles comprennent les produits pétroliers raffinés, le coke de pétrole, la biomasse et les combustibles difficiles à catégoriser. Les autres sources d'énergie renouvelable incluent l'éolien, le marémoteur et le solaire.

Source: [Environment and Climate Change Canada: Rapport d'inventaire national](#)

Secteur à fortes émissions : les édifices

Quel rôle les systèmes de chauffage électrique jouent-ils dans la réduction des émissions liées aux édifices?

On considère généralement que la solution idéale pour décarboner les systèmes de chauffage est de passer à des pompes à chaleur, avec chauffage électrique d'appoint. Il s'agit aussi, globalement, de la solution la moins dispendieuse pour bon nombre de foyers canadiens. Mais le coût élevé à l'achat risque de dissuader les ménages qui ne sont pas encore dans l'obligation de remplacer leur système de chauffage existant.

Quelle est l'échelle des travaux de remise à niveau exigés pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050 et quel est le principal obstacle?

Selon les estimations de l'[Institut Pembina](#), il faut rénover chaque année 41 000 habitations et 2 millions de mètres carrés de locaux commerciaux au Canada atlantique d'ici 2040. D'après un rapport récent, le taux annuel de rénovations à l'heure actuelle est bien inférieur. L'un des gros obstacles est le manque de travailleurs qualifiés dans le bâtiment.

Est-ce que les édifices carboneutres coûtent plus cher que les édifices conventionnels?

La construction d'un édifice carboneutre tend à coûter plus cher initialement, en raison du coût plus élevé des matériaux et des exigences supplémentaires en matière de main-d'œuvre. Mais la construction d'un édifice économique en énergie a généralement un coût marginal inférieur à celui de la rénovation d'un édifice existant pour le rendre économique en énergie. Les édifices économiques en énergie permettent également de faire des économies dans la durée, grâce à la baisse de la facture énergétique sur leur durée de vie.



Possibilités pour l'avenir

Nos rapports abordent de nombreux aspects différents dans le domaine, mais bon nombre de questions complexes restent sans réponse. Comment réduire les émissions dans des secteurs difficiles ou coûteux à décarboner sans perturber l'économie ? Quel rôle joueront les technologies climatiques émergentes ? Comment faciliter la réduction des émissions pour les PME et les ménages ?

Les investissements dans les énergies propres, la baisse des prix des véhicules électriques et la demande croissante pour des produits à faible intensité carbone ont soutenu la transition. Toutefois, la hausse des taux d'intérêt, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et l'incertitude politique ont pu ralentir cet élan. Une grande partie des progrès réalisés jusqu'à maintenant provient de mesures initiales. Atteindre l'objectif du Canada pour 2050 nécessitera des avancées technologiques majeures et une collaboration interprovinciale accrue.

Il est important de réduire les émissions d'une manière qui favorise la croissance économique. L'activité économique devient moins émettrice, ce qui soulève une question clé : devrait-on accorder plus d'importance aux émissions par unité d'activité pour mesurer les progrès dans certains secteurs ? Des occasions de croissance pourraient également émerger par le développement de secteurs propres axés sur l'exportation qui permettent de réduire les émissions à l'étranger.

Cette transition peut sembler écrasante pour de nombreuses PME. Les technologies et politiques climatiques évoluent, sans solution universelle. La carboneutralité n'est qu'une pression parmi d'autres sur leurs opérations. Pourtant, des opportunités existent. L'efficacité énergétique peut réduire les coûts, et certaines entreprises pourraient trouver des moyens innovants de contribuer à l'économie verte. La transition n'est pas uniquement dirigée par les gouvernements. De nombreux partenaires commerciaux, clients et investisseurs valorisent la durabilité.

Cependant, tous les pays ne visent pas la carboneutralité d'ici 2050 – y compris des émetteurs majeurs comme les États-Unis, la Chine et l'Inde. Le Canada ne représente que 1,4 % des émissions mondiales, ce qui limite l'impact global de nos actions. Cela rend l'adaptation climatique d'autant plus cruciale. Le Canada atlantique a besoin d'une vision plus claire des collectivités et infrastructures les plus vulnérables aux impacts climatiques. Une planification proactive peut réduire les coûts à long terme de l'inaction.

La poursuite de la carboneutralité d'ici 2050 se poursuit au Canada. La recherche continue, la collaboration et une planification rigoureuse seront essentielles pour aider les provinces de l'Atlantique à tracer la voie à suivre.



À retenir : enseignements de la série de rapports sur la carboneutralité

Pour les gouvernements

- > **Il faut définir des orientations claires dans la durée pour les politiques climatiques.** Avec une description transparente des options pour la réduction des émissions et avec des échéanciers réalistes d'ici à 2050, ainsi qu'avec des mises à jour régulières sur les progrès accomplis, on aidera les entreprises, les particuliers et les investisseurs à mieux négocier cette période d'incertitudes et faire des projets pour l'avenir.
- > **Il faut instaurer une réglementation qui soit claire et permette de faire des prédictions.** Grâce à cela, on aidera les entreprises à prendre les décisions en temps voulu et à planifier leurs investissements dans la durée. Il faut harmoniser la réglementation du gouvernement fédéral et celle des provinces afin d'éviter le double emploi ou les contradictions, dans l'optique de réduire le fardeau que représente la mise en conformité des activités et de permettre aux entreprises de s'appuyer sur de plus grandes certitudes concernant la réglementation.
- > **Il faut accélérer les processus d'approbation des projets d'énergie propre et d'infrastructures propres.** Ces projets aideront la région à répondre à l'augmentation de la demande d'électricité, à réaliser ses objectifs de décarbonation et à profiter des débouchés dans le secteur de l'énergie non polluante. Avec des démarches simplifiées et coordonnées pour l'obtention de permis dans les différentes instances gouvernementales, on évitera les retards et on renforcera la confiance des investisseurs. Il est également essentiel d'avoir un calendrier approprié pour le développement des infrastructures, de façon à faciliter la mise en conformité au règlement sur l'électricité propre et à la norme sur la disponibilité des véhicules électriques du Canada.
- > **Il faut faciliter la décarbonation des PME.** Pour cela, il faut les sensibiliser davantage aux subventions disponibles, faciliter les démarches pour obtenir ces subventions et veiller à ce que les programmes disponibles soient assez souples et adaptés aux besoins des PME.
- > **Il faut collaborer avec les industries à fortes émissions pour faciliter la transition pour elles.** Il s'agit ici d'éliminer les obstacles d'ordre technologique, réglementaire et économique à la décarbonation. La collaboration permet de limiter les perturbations sur le plan économique, tout en favorisant l'innovation et la compétitivité.
- > **Il faut garantir la mise en place d'une stratégie globale pour la main-d'œuvre dans l'optique de la carboneutralité.** Pour cela, il faut des prévisions sur la demande de main-d'œuvre à l'avenir, une évaluation des lacunes dans les compétences, des subventions pour le recyclage des travailleurs et le développement des métiers spécialisés et une collaboration avec les établissements d'enseignement et de formation pour qu'ils élargissent leurs programmes dans les professions où la demande est forte.

Pour les entreprises

- > **Il faut bien comprendre l'effet que le dérèglement climatique et les politiques dans le domaine ont sur votre activité.** Les mesures gouvernementales sur le dérèglement climatique et les risques physiques présentés par ce dérèglement sont en pleine évolution. Les associations industrielles et les chambres de commerce peuvent guider les entreprises vers les ressources qui les aideront à prendre des décisions éclairées pour leur activité et pour leurs investissements.
- > **Il faut consulter vos partenaires commerciaux pour déterminer l'effet que leurs plans pour le climat pourraient avoir sur votre activité.** Déterminez si les initiatives de réduction des émissions de vos fournisseurs et de vos partenaires logistiques risquent d'avoir une incidence sur les tarifs, la disponibilité des produits ou les attentes qu'ils auront concernant la réduction des émissions dans votre propre activité, dans le cadre de l'écologisation de la chaîne d'approvisionnement dont vous faites partie.
- > **Il faut mesurer les émissions, apporter des modifications et éventuellement investir dans de nouvelles initiatives pour réduire vos émissions.** Pour commencer, déterminez votre consommation d'énergie et vos sources d'émissions. Adoptez, dans les domaines où c'est possible, les modifications peu dispendieuses de votre activité que vous avez la possibilité d'adopter. Explorez les technologies non polluantes susceptibles de vous permettre de réduire nettement vos émissions.
- > **Il faut examiner les différentes manières de réduire votre consommation d'énergie et d'en faire une meilleure utilisation.** Pour cela, vous pouvez faire tourner des machines en dehors des heures de pointe, installer vos propres sources d'énergie propre, choisir des machines moins gourmandes en énergie et former votre personnel aux économies d'énergie.
- > **Il faut explorer les options de financement de la réduction des émissions et du renforcement des économies d'énergie.** Entrez en contact avec votre association industrielle, votre gouvernement provincial ou l'Agence de promotion économique du Canada atlantique pour vous informer sur les programmes disponibles. Discutez avec votre banque des options de financement pour les investissements écologiques.
- > **Il faut préparer votre entreprise à profiter des débouchés économiques offerts par les toutes nouvelles technologies non polluantes.** Appuyez-vous sur votre réseau de relations pour mieux comprendre dans quels domaines la demande de produits et de services décarbonés est en pleine croissance. Ceci concerne aussi les débouchés à l'exportation vers les pays à la recherche de produits et de services décarbonés. Cherchez des manières d'innover et explorez les options qui vous habiliteront à participer aux marchés publics ou aux chaînes d'approvisionnement dans le domaine de l'énergie propre et des travaux de rénovation énergétique.

Annexe: Rapports du Conseil économique de l'Atlantique par thème

Titre du rapport	Compréhension de la transition	Cadre pour la réduction des émissions	Industrie et innovation	Secteurs à fortes émissions		
				Transports	Électricité	Édifices
<u>Carboneutralité – Vue d'ensemble pour le Canada atlantique</u>	✓					
<u>L'adaptation au dérèglement climatique</u>	✓	✓				
<u>Carboneutralité – Gérer les risques sur le plan économique</u>	✓	✓	✓			
<u>Carboneutralité – Évaluation du plan</u>		✓	✓			
<u>Carboneutralité – Ecologisation de vos activités</u>			✓			
<u>Quel avenir pour le raffinage du pétrole au Canada atlantique?</u>			✓			
<u>Carboneutralité – Comment réduire les émissions de l'industrie agricole en partant de la base?</u>			✓			

Titre du rapport	Compréhension de la transition	Cadre pour la réduction des émissions	Industrie et innovation	Secteurs à fortes émissions		
				Transports	Électricité	Édifices
<u>Dans quelle mesure l'exploitation de gisements pétroliers en mer est-elle compatible avec l'objectif de carboneutralité?</u>			✓			
<u>Débouchés pour les technologies propres existantes pour produire de l'énergie</u>			✓		✓	
<u>Débouchés économiques avec les toutes nouvelles technologies d'énergie propre</u>			✓		✓	
<u>Carboneutralité – Pourquoi l'énergie joue-t-elle un rôle si important dans la transition?</u>			✓		✓	
<u>Carboneutralité – Poser les bases de l'offre d'édifices carboneutres</u>			✓			✓
<u>Carboneutralité – Véhicules électriques</u>				✓		
<u>La longue route vers un transport commercial sans pollution</u>				✓		
<u>Carboneutralité – Surmonter les obstacles freinant l'adoption d'un système plus puissant et moins polluant pour l'électricité</u>					✓	

IMPLICATIONS POUR L'ÉCONOMIE AU CANADA ATLANTIQUE DE L'ÉLIMINATION DES ÉMISSIONS DE CARBONE

PLUS RÉCENT RAPPORTS DANS LA SÉRIE

- > [En Route vers un Futur des Véhicules Électriques.](#)
- > [L'adaptation au Dérèglement Climatique](#)
- > [La Longue Route vers un Transport Commercial sans Pollution](#)

Déclaration d'indépendance

Indépendance du Conseil économique de l'Atlantique

Le Conseil économique de l'Atlantique n'accepte aucune subvention de recherche ou autre contribution, quelle qu'elle soit, qui exige de l'organisme qu'il produise un résultat particulier ou qu'il adopte une position particulière en matière de politiques publiques ou qui l'empêche de garder son indépendance dans l'exécution de ses activités de recherche et de diffusion.

Nos rapports de recherche et autres publications du conseil sont tous susceptibles d'être réexaminés et c'est notre personnel qui est, en dernière analyse, responsable du contenu définitif et de la formulation définitive de l'ensemble des publications et des communiqués de l'organisme.

Avis

Les opinions exprimées dans ce rapport ne correspondent pas nécessairement à celles des membres du conseil d'administration du Conseil économique de l'Atlantique, des adhérents du conseil ou des sources de financement de l'étude. C'est notre personnel qui est responsable de l'exactitude et de la fiabilité des informations fournies, qui sont à jour au 2025/12/02.

info@atlanticeconomiccouncil.ca

atlanticeconomiccouncil.ca

linkedin.com/company/atlantic-economic-council

Le Conseil remercie et reconnaît le soutien financier pour ce projet de recherche des organisations suivantes :

Bailleur de fonds fédéral pour la recherche



Atlantic Canada
Opportunities
Agency

Agence de
promotion économique
du Canada atlantique



Bailleur de fonds provincial pour la recherche



Bailleur de fonds industriel pour la recherche



All our energy.
All the time.



Deloitte.

